

Rapport stratégique 2021 Vers un nouveau monde post-Covid-19 ?

Résumé exécutif

L'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES) avait formulé, en 2019, une proposition de modèle de développement reposant sur un socle, en l'occurrence, la gouvernance et sur quatre piliers : la remise de l'Homme au cœur du processus de développement, la reconsidération du rapport de l'être humain à la Nature, l'articulation entre l'échelle locale et mondiale "la planétarisation" et le recours à l'approche de *leapfrog* pour affronter l'exponentialité des évolutions. La crise de la Covid-19 n'a fait que confirmer la pertinence de ce modèle, en ravivant les attentes et les espoirs des populations, auxquels il faut impérativement répondre.

Tout en étant conscient du fait que l'incertitude entourant l'évolution de la situation sanitaire a engendré une quasi-impossibilité d'anticipation, rendant difficile la mise en place de politiques publiques idoines, dans un monde où le virus continuera de circuler, l'IRES a engagé une réflexion profonde pour comprendre les enjeux en cours, à travers la rédaction de notes d'analyse, l'organisation de visioconférences et l'élaboration du présent rapport stratégique, intitulé " Vers un nouveau monde post-Covid-19".

Sixième de sa série baptisée "Panorama du Maroc dans le monde", ce rapport, basé lui aussi sur la méta-méthode prospective qui se déroule en trois temps : Comprendre, Anticiper et Proposer, a pour objectifs :

- d'apporter autant que possible un éclairage sur l'anatomie de la crise de la Covid-19 pour en saisir la réelle portée et pour mieux appréhender les contours du monde post-Covid,
- d'identifier les germes de changement à l'œuvre, tant dans les mentalités que dans les pratiques afin de décrypter les faits porteurs d'avenir malgré les multiples incertitudes actuelles,
- de proposer, par ricochet, quelques orientations stratégiques, tant pour accroître la résilience des systèmes censés protéger les concitoyens que pour sortir des modèles de fonctionnement qui apparaissent aujourd'hui dépassés.

Le rapport met en exergue, également, les répercussions, sur le plan politique, économique et social, de la pandémie sur le continent africain et l'impact de cette crise systémique sur la société et l'économie marocaine, les ruptures, les opportunités et les risques qu'elle représente ainsi que les mesures prises par le Royaume pour freiner la propagation du virus et relancer l'économie.

Il fait des propositions à même d'accélérer le développement du Royaume et de renforcer son insertion dans le monde post-Covid, en consolidant son rayonnement régional et mondial.

L'année 2020 restera dans la mémoire collective globale comme celle de l'irruption d'une pandémie mondiale qui a conduit à un confinement sans précédent. Cette crise a surpris le monde par son ampleur et la rapidité de sa propagation.

Événement historique sans précédent, la pandémie a imposé aux Etats de prendre des mesures drastiques pour en endiguer la propagation, ce qui a transformé la crise sanitaire en une crise multiforme et systémique, touchant tous les aspects de la vie des pays et des citoyens.

L'ampleur de cette crise majeure tient à un triple phénomène, à savoir :

- la peur de la maladie et de la perte des acquis, née des incertitudes, de l'isolement et de la perception diffuse et tacite, qu'une période de changements majeurs s'annonce,
- le confinement d'un tiers de la population mondiale pendant plusieurs semaines et l'impréparation des décideurs à des événements d'une telle envergure,
- la structure de l'interdépendance mondiale qui a révélé la fragilité des chaînes de valeur globales.

Les mesures de confinement et la manière dont la crise a été gérée ont mis en évidence une irresponsabilité manifeste des réseaux sociaux et des médias qui ont entretenu une peur, qui semble surdimensionnée.

La pandémie de la Covid-19 est venue accentuer une crise de leadership mondial qui intervient dans un contexte de tumulte géopolitique et qui amorce probablement une période de transition dont émergerait un nouvel ordre mondial.

C'est dans un tel contexte, propice aux bouleversements, qu'a émergé la pandémie de la Covid-19, accélérant les dynamiques en cours et mettant tous les acteurs de la société internationale aux prises avec leurs fragilités et leurs contradictions. Cette crise sanitaire, dont la propagation a été favorisée par l'interdépendance entre les pays :

- a rappelé aux Etats, même les plus développés, leur vulnérabilité face aux chocs systémiques et remis, au cœur de la géopolitique mondiale, le *soft power* et la nécessité de l'action collective,

- a révélé, dans un monde qui peine à sortir d'un ordre ancien et désormais inadapté, la faiblesse des capacités d'anticipation de la communauté internationale,
- a montré, par conséquent, la nécessité de repenser les instruments de puissance des Etats, en vue d'entreprendre une réforme de la mondialisation ainsi que la construction d'un nouveau système international, non seulement politique mais aussi économique et social.
- a mis en évidence l'opportunité de créer un organisme scientifiquement indépendant dans le domaine de la santé "One Health", semblable au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat "GIEC",
- a mis en exergue la nécessité de mieux comprendre la science, d'apprendre à vivre avec l'incertitude et de retrouver une nouvelle forme d'humanisme.

Du chaos transitoire qu'a entraîné la gestion de la pandémie et les incertitudes qui lui sont liées, a émergé une nouvelle normalité ainsi qu'une aspiration croissante à des changements en profondeur.

En effet, en dépit des risques persistants sur le plan environnemental, technologique, biologique, naturel et sécuritaire, les germes d'un nouveau changement de paradigme apparaissent, se traduisant par la remise en cause des conditions de la croissance économique et par l'intérêt croissant porté au bien-être humain, aux relations avec le vivant et, plus globalement, à la préservation de la Nature.

Le regard prospectif porté sur les différents facteurs de changement à l'œuvre permet d'identifier certaines perspectives structurantes qui, à l'occasion de la pandémie, pourraient changer la donne à l'échelle internationale :

- **Un nouveau visage de la mondialisation post-Covid "Mondialité"**, qui pourrait reposer sur la volonté proactive de réaliser une vision partagée et de donner un sens au progrès. Cette vision est, d'ores et déjà, portée par un vaste ensemble de collectifs militant en faveur de plus d'égalité et de justice sociale, d'une planète préservée et d'une nature restaurée ainsi que d'une adaptation rapide au changement climatique. Cette nouvelle vague de mondialisation plus lente et mieux réfléchie ainsi que la vraisemblable restructuration de certaines chaînes de production et de distribution pourraient entraîner une résorption d'une partie des inégalités de développement actuelles et permettraient, ainsi, à nombre de pays en développement de réellement choisir leur devenir.
- **L'accélération, à partir de 2020, de la digitalisation** résultant de l'automatisation et de la dématérialisation de diverses activités humaines : l'avenir de la mondialisation, quelle que soit sa forme, sera vraisemblablement fortement influencé par le développement de la digitalisation. L'économie digitale sortira gagnante de cette crise et devrait fortement caractériser la transformation globale

des modes de vie, de travailler et de se déplacer. Cette digitalisation interpelle pour son accélération les décideurs sur l'urgence d'améliorer les infrastructures et les technologies qui la supportent, de former les populations pour combler le fossé digital et de veiller au respect des droits humains fondamentaux.

- **Une transition écologique plus systémique** : le retour de la vie sauvage dans les villes, pendant le confinement, a créé la prise de conscience que l'être humain ne saurait vivre sans la Nature. De multiples signaux faibles ont, donc, convergé en faveur d'une transition écologique, englobant à la fois nos rapports avec le vivant, l'action négative de l'Anthropocène ainsi que les coûts cachés de la mobilité et prônant la nécessaire réorganisation de l'urbanisation et réduction de l'empreinte écologique. Le grand confinement a permis de repenser la manière dont la ville est conçue, la mobilité internationale ainsi que le tourisme mondial. Bien qu'il soit possible que rien ne change immédiatement dans ces domaines, la préoccupation écologique qui s'est faite jour durant la pandémie perdurera car elle préexistait déjà. Il faut s'attendre à ce qu'elle refasse surface lorsque la reprise s'amorcera.
- **La transformation des mentalités** : la paupérisation (chômage), la détérioration de la santé mentale, le refus de l'incurie, de la privation de liberté et de la pauvreté, les nouveaux arbitrages entre vie privée et vie professionnelle, entre les mégapoles et les villes à taille humaine, entre la mobilité choisie et celle subie... sont autant de facteurs de changement qui faute d'être entendus ou maîtrisés pourraient conduire à des troubles accrus.

Les changements profonds précités, qui plaident en faveur d'une nouvelle vision du monde - réclamant une "grande transformation" -, requièrent une réponse structurelle qui pourrait concerner les axes suivants :

- **Instaurer une nouvelle gouvernance mondiale repensée, promouvant la confiance et plus encline à la coopération.**
- **Reconstruire le multilatéralisme.** Ceci pourrait être réalisé grâce à l'exploitation des points communs entre les différents plans de relance nationaux et à une nouvelle génération de leaders, plus anticipatrice, plus à l'aise avec les technologies et profondément humaniste.
- **Prendre résolument au sérieux la sortie de l'Anthropocène** : sortir de l'anthropocène n'est en rien facile. Car il s'agit, ni plus ni moins, de changer de civilisation, c'est-à-dire de modèle de développement, de paradigme culturel, de modes de vie et de manières de faire. Ce sera long et coûteux, mais si des décisions radicales ne sont pas prises et appliquées dès maintenant, alors les pertes et la survie de nos descendants seront encore plus coûteuses.

- **Penser à une conception renouvelée de l'entité "Etat"**, au profit d'un Etat du "Care". Ce dernier, une forme plus mature de l'Etat-Providence, se distingue de celui-ci par son engagement moral et son mode d'action. Il ne se substitue pas à l'individu mais l'accompagne, ne l'assiste pas mais lui facilite la tâche, ne l'asservit pas mais le sert. C'est un Etat puissant mais juste, rigoureux et transparent.
- **Emprunter le virage de l'endogénéisation**, non seulement pour se prémunir de la fragilité d'un système économique mondial qui sous-traite à un seul pays l'essentiel de la production planétaire des biens, mais aussi pour mieux répondre aux besoins essentiels des populations.

En ce qui concerne l'Afrique, quel que soit le nombre réel de personnes contaminées, les impacts de la pandémie sur le continent sont particulièrement sévères. Les ruptures qui en découlent font peser sur l'Afrique déjà en proie à de nombreuses formes de vulnérabilité, des risques inédits et protéiformes, qu'il est nécessaire d'affronter collectivement.

La pandémie de la Covid-19 risque d'affecter les transitions politiques en cours sur le continent, de provoquer une crise économique, accompagnée par un alourdissement de la dette externe de l'Afrique et d'effacer au moins cinq années de progrès dans la lutte contre la pauvreté.

Si le continent est toujours fortement convoité pour ses richesses naturelles, la nouveauté réside dans le fait que cette crise risque de rebattre les cartes de la compétition internationale pour ces ressources. En effet, des conséquences de cette pandémie dépend l'avenir des relations de l'Afrique avec ses principaux partenaires ainsi que ses bailleurs de fonds.

L'Afrique devrait saisir les opportunités nées de la crise sanitaire pour opérer un changement radical de direction et **repenser son développement**. Il ne s'agit pas seulement de mener des politiques endogènes mais d'"endogénéiser" la culture africaine elle-même, en lui permettant de retrouver ses racines pour promouvoir un développement indépendant, réellement africain : œuvrer, collectivement, pour **mettre en avant une Afrique bâtie et célébrée par et pour les Africains**.

S'agissant du Maroc, il a été parmi les premiers pays à l'échelle internationale à avoir institué le confinement général de la population et à avoir mené, sous le leadership de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, une politique à la hauteur des enjeux de la crise sanitaire en vue de :

- réduire sensiblement son coût humain et social important, caractérisé par une forte baisse des sources de revenu des ménages, une montée de l'incidence de la pauvreté, un accès limité aux soins de santé pour les personnes souffrant de maladies chroniques, une dégradation de la santé mentale et une distanciation des liens familiaux,

- faire face à une récession économique, la plus forte en 2020 depuis au moins deux décennies, ayant engendré une détérioration du marché du travail, une perte d'activité au niveau de certains secteurs économiques clés, une aggravation du déficit budgétaire et par conséquent de l'endettement du Trésor public ainsi que des déséquilibres externes, lesquels demeurent cependant moins prononcés malgré la chute de la demande étrangère.

Malgré les conséquences négatives de la crise sur l'économie et la société marocaine, la pandémie a offert l'opportunité d'adopter un nouveau modèle de développement, afin de mener des réformes d'envergure en vue d'améliorer le bien-être de la population, de préserver l'environnement naturel et d'accroître la résilience de l'économie nationale face aux chocs externes.

Pour saisir cette opportunité, il faudrait que soit exécutée avec l'efficacité et la célérité requises la Vision Royale axée sur une ambitieuse politique de relance économique post-crise, de type "New Deal", une réforme profonde du secteur public, la promotion du développement et l'instauration de la justice sociale et spatiale.

La concrétisation de cette Vision Royale éclairée est tributaire, impérativement, d'**une nouvelle gouvernance**, qui permettrait d'accélérer la marche du Maroc vers l'émergence. Sociétale, cette gouvernance qui nécessite la **restauration de la confiance institutionnelle, l'accélération de la régionalisation avancée**, la région s'étant avérée être le meilleur espace de gestion de crise, durant la pandémie de la Covid-19 ainsi qu'une **approche renouvelée en matière de conduite des réformes**, en les insérant dans le cadre d'un programme national cohérent, devrait tenir compte des principes directeurs suivants :

- **Favoriser l'émergence d'une nouvelle génération de leaders politiques, économiques et sociaux**, capables de repenser le développement, de voir loin, de réfléchir de manière systémique, d'établir des priorités, de mutualiser les ressources au profit d'une plus grande efficacité et d'une meilleure préparation,
- **Faire du Maroc un véritable acteur de la transformation digitale**, ce qui exige, principalement, l'investissement massif dans l'infrastructure numérique et l'édification des compétences digitales. La promotion de l'économie de plateformes ainsi que le développement du télétravail et du paiement mobile contribueraient fortement à la création d'emplois.
- **Promouvoir l'approche par Nexus pour traiter les enjeux actuels** – à la fois économiques, environnementaux, sociétaux et humains – de manière synergétique. Dans ce cadre, trois Nexus requièrent une attention particulière du fait de leur imbrication : eau-énergie-alimentation, ville-mobilité-empreinte écologique et tourisme-emploi-environnement.

- **Renforcer l'anticipation et promouvoir une véritable culture de crise, à tous les échelons.**

Tout en tenant compte des mutations mondiales structurelles accélérées par la crise, le Maroc devrait se préparer activement pour s'emparer des leviers de changement, ouvrant l'accès au monde post-crise.

Pour réussir la politique de relance économique, il serait judicieux d'entreprendre l'endogénéisation de l'économie, d'accorder une attention particulière à l'économie de la vie, de repenser les métiers mondiaux du Maroc, ayant été impactés par la crise sanitaire et d'intégrer de nouvelles chaînes de valeurs mondiales, de développer l'industrie du futur, d'investir dans l'indépendance technologique, de miser davantage sur l'innovation et la recherche & développement et de faire du développement de l'économie sociale et solidaire une priorité nationale.

La généralisation en 2025 de la couverture sociale améliorerait sensiblement le bien-être des Marocains et favoriserait l'intégration du secteur informel. Afin de consolider les bases du développement social, environnemental et spatial, il serait opportun, outre la préparation des jeunes au monde de demain, d'ériger un système de santé en mesure de faire face à toute nouvelle crise, qu'elle soit épidémiologique ou issue d'une catastrophe naturelle, de réussir la transition écologique, d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 et d'assurer la transformation urbaine grâce à une politique de la ville, qui œuvrerait à encadrer et à harmoniser le développement urbain, à favoriser la mixité économique, sociale et culturelle, à permettre une gestion intelligente de la mobilité et à rendre la ville plus humaine pour ses habitants.